

Doit-on avoir peur d'une pénurie d'électricité?

Au cours des dernières décennies, notre style de vie et la prospérité croissante de notre société ont eu une incidence profonde sur le secteur de l'énergie, et ce processus a modifié considérablement les perspectives énergétiques. L'augmentation de la demande d'énergie, l'envol des prix pétroliers, l'incertitude quant aux approvisionnements en énergie et les craintes face au réchauffement planétaire nous ont ouvert les yeux sur le fait que l'énergie ne peut plus être considérée comme un bien acquis.

La consommation d'électricité en Suisse ne cesse d'augmenter. En 2006, elle a atteint 58 milliards de kWh. Pour faire face à une augmentation de seulement 1,5% par an, il faudrait soit poser un mètre carré de panneaux solaires photovoltaïques toutes les 5 secondes, ou installer une éolienne semblable à celle de Collonges tous les deux jours, ou alors construire une centrale à gaz comme Chavalon tous les deux ans et demi, ou encore une centrale nucléaire du type de celle de Leibstadt tous les dix ans. Et il faudrait augmenter la capacité des lignes à haute tension du pays... Ceci nous montre bien que nous ne pouvons pas continuer à regarder la hausse de la consommation d'électricité sans rien faire.

En 1972, la Société suisse des constructeurs de machines annonçait, dans un document intitulé "L'industrie électrique suisse", que notre pays allait consommer en l'an 2000 plus de 90 milliards de kWh. Ces prédictions se sont avérées fausses puisqu'en l'an 2000, nous avons consommé 53 milliards de kWh, soit à peine plus de la moitié. Il est de bon ton pour les électriciens de vouloir faire construire des grandes centrales. Il est de la responsabilité du politique d'estimer les différentes variantes qui s'offrent à lui pour répondre à la problématique énergétique.

Le fait est que quel que soit le mode de production de l'énergie à l'avenir, son prix va augmenter du fait de la raréfaction des matières premières. Il devient donc évident qu'il faut se diriger vers l'efficacité énergétique en priorité.

Les petits gaspillages font les grandes centrales. Mais ce qui est vrai dans un sens l'est aussi dans l'autre : les petites économies permettent de se passer de grosses centrales. Il existe un gisement d'économies gigantesque.

Nous manquons d'objectifs. Le seul qui nous est assigné provient du Protocole de Kyoto. Mais nous n'avons pas de but pour la consommation électrique du pays. On remarque que la menace de la taxe sur le CO₂ a eu un effet positif sur les entreprises. Elles ont été obligées de se fixer des objectifs et de s'y tenir. Elles ont ainsi pu constater le bénéfice à tirer d'une diminution de la consommation d'énergie. D'ailleurs les statistiques le montrent : les entreprises consomment de moins en moins d'électricité, alors que les ménages, eux, augmentent leur consommation.

Plusieurs études ont montré qu'il était plus rentable d'économiser l'énergie plutôt que de la produire. Une autre étude française a calculé qu'en investissant dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables les 5 milliards de francs que coûterait un nouveau réacteur EPR, il était possible de produire deux fois plus d'énergie et de créer 15 fois plus d'emplois. Puisqu'il n'est pas possible de délocaliser une économie d'énergie, cette stratégie bénéficiera directement à notre économie, et ceci à travers tout le pays.

Le problème est avant tout causé par le modèle économique que les électriciens utilisent aujourd'hui. On leur demande de faire des affaires, le seul moyen d'y parvenir étant de vendre de l'électricité. Dans le même temps, nous souhaiterions que ces mêmes électriciens incitent leurs clients à consommer moins ! C'est comme si on demandait à un pâtissier de dire à ses clients de manger moins de gâteaux parce que cela nuit à leur santé. Cela n'a aucun sens ! Il faut changer de paradigme.

En Californie, le programme de découplage ventes/profits fonctionne depuis 1982.

L'autorité de régulation de l'Etat ainsi que les fournisseurs d'énergie déterminent les coûts fixes de production pour l'année à venir (appareil productif existant, remboursements d'emprunts, salaires, programmes de réduction de la demande), qui feront l'objet d'une comptabilité à part. Les produits de la vente de courant ne serviront qu'à financer ces coûts fixes. Si, en fin d'année, le produit des ventes s'avère insuffisant, un fonds spécial compensera le manque à gagner. Si les ventes se révèlent supérieures, le boni sera alloué à ce seul fonds de compensation. C'est ce que l'on appelle le "découplage", adopté par 7 Etats aux USA et débattu dans la plupart des autres Etats. Susan Kennedy, secrétaire de cabinet du Gouverneur de Californie, témoigne que grâce aux programmes de réduction de la demande ("DSM", *Demand side management*), la consommation a pu être réduite de 5000 MW, soit l'équivalent de 10 grosses centrales électriques.

En Californie, lorsqu'un fournisseur d'énergie estime l'évolution future de la demande d'énergie, l'efficacité énergétique est la première source prise en compte, la fourniture d'énergie renouvelable venant en deuxième position.

Il existe des modèles économiques performants pour changer ce qui apparaît aujourd'hui comme inévitable. La pénurie d'électricité n'est pas une fatalité, mais une menace qui doit nous motiver à changer nos habitudes tant politiques qu'économiques.

Isabelle Chevalley